

## Elections présidentielles et législatives en 2022

A travers ces votes, l'extrême droite comme la droite et En Marche sont tous dans la même logique économique et sociale.

La matrice idéologique des politiques libérales, portées à leur paroxysme avec le « macronisme » nous conduit à une grave crise économique et sociale : 6 à 7 millions de chômeurs, 9 millions de pauvres, 25 % du patrimoine détenu par 1 % de la population, précarité un peu partout notamment chez les jeunes pour travailler, étudier, se loger, se nourrir, délocalisations et désindustrialisation, dépendance sanitaire, ...

Demain, la crise sanitaire passée, il y a toutes les raisons de croire à la continuité de la pensée et de l'action politiques en cours. Le budget 2021 prévoit une baisse de l'impôt sur les sociétés, la suppression de 10 milliards d'impôt de production en 2021 (et 20 milliards en 2022). Les projets de constructions d'hôpitaux se font toujours avec un objectif de réduction du nombre de lits. Le 4 décembre 2020, le gouvernement a créé une commission sur l'avenir des finances publiques, composée entre autres de Laurence Parisot ancienne patronne du MEDEF, de Jean Arthuis ancien ministre centriste et apôtre de l'orthodoxie libérale, une employée de la banque américaine Goldman Sachs, un représentant de la BCE, ... Ce sont toutes et tous des spécialistes de la rigueur décidés à imposer à la population une nouvelle cure d'austérité et une croissance des inégalités. Ils trouveront des alliés avec les chantres du remboursement prétendument incontournable de la dette publique. Tous ces conservateurs chevronnés reçoivent par leurs votes dans les Assemblées (en Europe et en France) les appuis de LREM, des Républicains de LR, de l'extrême droite de Marine Le Pen. Tous votent des deux mains, non seulement les lois liberticides sur la sécurité globale, mais aussi toutes les dispositions favorables à l'économie libérale et à la finance.

L'électorat de la droite mais surtout de l'extrême droite se retrouve dans le discours anti-Etat (anti-fonctionnaires), antifiscal (anti-impôts et anti-taxes), anti-immigrés. L'électorat de l'extrême droite se fait abuser en croyant que la politique économique de leurs dirigeants sera différente de celle de Macron et apportera des solutions dans leur vie quotidienne. Il est nécessaire d'explicitier cette duperie en prenant appui sur les votes de l'extrême droite dans les Assemblées où celle-ci a des élus en France et en Europe. Les élus communistes dans ces Assemblées ont sans aucun doute des données significatives à ce sujet. Il serait utile de les faire connaître aux militants pour leur donner de la force de conviction dans les débats futurs, par exemple sous la forme d'un texte : « ce que l'extrême droite a voté ».

## Dégager 15 à 20 marqueurs forts, points d'appui pour l'action militante et les débats publics

La communication écrite, télévisuelle, radiophonique, ... est tenue par les puissances financières. Non seulement on n'y parle peu de l'action et des propositions du PCF, pire le PCF est parfois carrément écarté (dans les sondages par exemple), comme s'il était une force insignifiante et sans importance.

Rappelons cette observation de Jack Ralite : « Avant, les patrons mettaient leurs mains dans nos poches, aujourd'hui ils mettent en plus leurs idées dans nos têtes. ».

L'usage des réseaux sociaux montrent que les messages les mieux recus par le plus grand nombre sont des messages courts. C'est toute la difficulté de savoir dire quelque chose d'important d'une manière juste mais également synthétique.

Le recul de la vie démocratique lié à l'état d'urgence sanitaire va atténuer le débat public des échéances électorales à venir depuis celles de juin pour les départementales et régionales à celles de 2022 pour la présidentielle et les législatives.

C'est pourquoi, il me semble qu'à l'aube de toutes ces élections il faut utiliser les réseaux sociaux et définir des marqueurs qui frappent et permettent d'identifier ceux qui les portent. Ces marqueurs doivent être choisis et porteurs de sens, s'enraciner dans le vécu et être atteignables sur la durée d'un mandat. Ils ne peuvent pas tout dire mais bien entendu ils sont le produit d'une analyse globale de la société et d'un projet de société nouvelle.

### A titre d'exemples, voici quelques propositions de marqueurs :

- Aller vers un travail pour tous
  - Un pôle public bancaire pour financer la réindustrialisation, les relocalisations dont la production de médicaments
  - La réduction du temps de travail
  - L'interdiction des licenciements boursiers
- Un choc de solidarité
  - L'augmentation du SMIC et des minima sociaux -
  - La création d'une allocation d'autonomie pour les 18-25 ans
  - Le prélèvement de l'impôt à la source pour les entreprises afin de combattre l'évasion fiscale
  - Un impôt sur le revenu progressif en réunissant pour une même base d'imposition revenus du travail et revenus du capital
  - La mise en place d'une contribution des revenus financiers des entreprises (du même niveau que celle sur les revenus du travail) pour le financement de la sécurité sociale
  - L'encadrement du versement des dividendes
  - L'instauration d'un salaire maximum et la suppression des stock-options
  - Le renouveau démocratique : pour pouvoir changer les choses, il faudra que les gens s'en mêlent. Les salariés des entreprises doivent être représentés dans les conseils d'administration avec un droit de vote équivalent à celui des autres membres.
- Renforcer l'accès aux biens communs
  - Augmenter à 13 000 le nombre de places pour former les médecins chaque année
  - Maintenir les équipements de santé de proximité et embaucher dans les hôpitaux et dans les EHPAD
  - Revenir à des pôles publics pour l'énergie et le transport ferroviaire
  - Augmenter la construction des logements dans les grandes métropoles
  - Rendre les études accessibles à tous financièrement

- La transition écologique
  - Accélérer la rénovation thermique des logements et des bâtiments
  - Soutenir les transports les moins polluants notamment le ferroviaire
  - Créer des CTE (Contrats de Transition Ecologique) en agriculture
  - Augmenter la part du renouvelable dans le mix énergétique
  - Favoriser les circuits courts, le recyclage le plus local possible, la durabilité des produits, la coopération des entreprises les plus proches entre elles
  - Se désengager des traités de libre-échange
- Aller vers la paix
  - Geler les dépenses pour l'armement nucléaire
  - Négocier sur le plan international pour aller vers la suppression de l'armement nucléaire
  - Reconnaître l'Etat de Palestine et supprimer les circulaires Alliot-Marie et Mercier